

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE

relative à l'application du titre premier de la loi n° 88-503 du 8 juillet 1987 modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.

Du 25 janvier 1988

CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE relative à l'application du titre premier de la loi n° 88-503 du 8 juillet 1987 modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.

Du 25 janvier 1988

NOR R E F C 8 8 0 0 0 3 C

Textes abrogés :

Circulaire du secrétaire d'Etat chargé des rapatriés du 28 mai 1985 (n.i. BO ; JO du 1er juin 1985, p. 6080).

Circulaire interministérielle du 8 octobre 1985 (BOC, p. 7054 ; BOEM 363-1*).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 363-1.1.5.3.

Référence de publication : BOC 1990 ; p. 1055 ; JO du 29 janvier 1988, p. 1416.

Le titre premier de la loi n° 87-503 du 8 juillet 1987 (n.i. BO ; JO du 9 juillet 1987, p. 7475) relative à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord a modifié les articles premier, 3, 9, 10 et 12 de la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 (n.i. BO ; JO du 4 décembre 1982, p. 3660) et lui a ajouté un article 4-1.

La présente circulaire a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de la loi du 3 décembre 1982 et du titre premier de la loi du 8 juillet 1987 en matière de pension et de reclassement des fonctionnaires, magistrats et militaires et d'attribution de l'indemnité forfaitaire créée par l'article 12 de la loi du 3 décembre 1982. Elle abroge les circulaire du 28 mai 1985 ⁽¹⁾ du secrétaire d'Etat chargé des rapatriés et du 8 octobre 1985 ⁽²⁾ du secrétaire d'Etat chargé du budget et du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives.

A)

SITUATION RÉSULTANT DES ÉVÉNEMENTS D'AFRIQUE DU NORD ET D'INDOCHINE.

I. CAS DE PERSONNELS RADIÉS DES CADRES.

L'article premier de la loi du 3 décembre 1982 s'applique aux anciens fonctionnaires, militaires et magistrats radiés des cadres à la suite de condamnations ou de sanctions amnistiées en application des lois qu'il énumère et relevant soit du cinquième alinéa de l'article 4 de la loi du 31 juillet 1968 ⁽³⁾, modifié par l'article 24 de la loi du 16 juillet 1974 ⁽⁴⁾, soit de l'article 25 de cette loi (Indochine), modifié par l'article 27 de la loi du 04 août 1981 ⁽⁵⁾.

1° L'admission au bénéfice de la mesure est subordonnée à la présentation d'une demande expresse. Celle-ci doit être adressée à l'administration dont relevait le fonctionnaire au moment de sa radiation effective des cadres, ou, le cas échéant, à l'administration de rattachement du corps auquel il appartenait ; elle peut être formulée par l'ancien agent ou par ses ayants cause, même si le décès de l'auteur du droit est antérieur au 4 décembre 1982.

Les intéressés doivent justifier de la possession de la nationalité française au 4 décembre 1982 ou d'avoir servi en qualité de militaire étranger.

Ils doivent avoir atteint la limite d'âge qui est celle du grade ou emploi effectivement détenu au moment de la radiation des cadres sans qu'il soit tenu compte de l'évolution éventuelle postérieure à cette radiation des cadres, ni des reculs de limite d'âge, notamment pour enfant.

Pour les militaires, il faut retenir, le cas échéant, la limite d'âge inférieure du grade ou, si celle-ci était dépassée au moment de la radiation effective des cadres, la limite d'âge supérieure.

Pour ceux des intéressés, civils et militaires, qui n'ont pas atteint la limite d'âge visée à l'article premier de la loi, la demande ne produit son effet qu'à compter du jour où se trouve atteinte ladite limite d'âge. Il appartient à l'administration d'en aviser l'intéressé dès réception de la demande.

2° A la réception de la demande, l'administration examine si les conditions prévues par la loi sont remplies et vérifie si l'intéressé a atteint la limite d'âge de son ancien emploi.

Si cette limite d'âge n'est pas atteinte, le ministère dont relevait le bénéficiaire doit l'informer de la date précise à partir de laquelle sa demande pourra être valablement présentée.

3° Compte tenu du complément apporté à l'article premier de la loi du 3 décembre 1982 par l'article premier de la loi du 8 juillet 1987, il est désormais possible de prendre en compte dans la pension civile ou militaire de retraite les annuités correspondant à la totalité ou à une partie seulement, selon le choix des intéressés ou de leurs ayants cause, de la période comprise entre la radiation des cadres et la limite d'âge, ou la date du décès si elle est antérieure à la limite d'âge.

La période ainsi définie ne peut être assortie d'aucune bonification. La prise en compte entraîne soit la révision de la pension des bénéficiaires qui en ont déjà obtenu une, soit l'octroi d'une pension sur la base des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite en vigueur à la date de promulgation de la loi du 3 décembre 1982.

4° Aux termes de l'article 3, les émoluments à retenir pour le calcul ou la révision de la pension sont les derniers émoluments afférents à l'indice correspondant à l'échelon que les bénéficiaires auraient obtenu dans leur grade s'ils étaient restés dans les cadres pendant la période définie à l'article premier, en application des dispositions statutaires relatives à l'avancement d'échelon par ancienneté alors en vigueur.

Il est à noter que la condition de six mois prévue par l'article L. 15 du code des pensions de retraite n'est pas opposable aux intéressés.

D'autre part, l'avancement d'échelon ne peut être accordé que dans le grade détenu à la radiation des cadres.

Ceux qui avaient atteint l'échelon terminal de leur grade lors de leur radiation des cadres bénéficient de l'indice immédiatement supérieur à celui de cet échelon dans le cadre supérieur ou dans le corps auquel ils auraient pu avoir statutairement accès.

Il convient donc de :

- a). Définir la durée de la période à prendre en considération et déterminer les textes statutaires applicables. A cet égard, les administrations doivent tenir compte des textes en vigueur à la date de radiation des cadres effective et de ceux qui sont intervenus pendant la période correspondant aux annuités accordées ;
- b). Déterminer les avancements d'échelon à accorder dans le même grade pendant cette période ;
- c). Appliquer les mesures d'assimilation intervenues en cas de réforme statutaire affectant le grade ou l'échelon retenu.

Si le grade d'origine a disparu pendant la période prise en compte, l'ancien agent doit bénéficier de l'avancement d'échelon dans le grade d'assimilation tel qu'il est défini pour les personnels retraités qui étaient

titulaires d'une pension basée sur le grade disparu.

Pour certains grades composés uniquement de classes accessibles à l'ancienneté, sans autre condition, ces classes sont assimilées à des échelons. En revanche, lorsque le grade comporte des échelons ainsi que des classes dont le franchissement est subordonné à l'inscription à un tableau d'avancement et (ou) à des considérations de quota et de choix, seuls les avancements d'échelons peuvent être accordés.

En application de l'article 3 (2e alinéa), les agents qui avaient déjà atteint, lors de leur radiation effective des cadres, l'échelon terminal de leur grade bénéficient de l'indice immédiatement supérieur dans le grade supérieur.

L'échelon terminal dont il est question dans ce texte est celui existant dans la hiérarchie en vigueur à la date de radiation des cadres, qu'il s'agisse d'un échelon normal ou exceptionnel, accessible à l'ancienneté ou au choix. Si le grade supérieur est constitué par une classe, c'est l'indice dans cette classe, immédiatement supérieur à celui détenu au moment de la radiation des cadres, qui doit être pris en considération.

La pension demeure liquidée sur l'échelon terminal du grade détenu lors de la radiation effective des cadres mais elle est calculée sur l'indice ainsi défini, considéré comme attribué à titre personnel. En conséquence, cet indice n'est pas pris en considération pour l'application des mesures de péréquation ultérieure.

Le bénéfice des dispositions qui précèdent donne lieu à une décision du ministre ayant pouvoir de nomination. Cette décision :

- fixe la période à prendre en compte au titre de l'article premier de la loi du 3 décembre 1982 modifiée ;
- détermine l'avancement d'échelon attribué en vertu de l'article 3 (1er alinéa) ou l'indice du grade supérieur retenu en vertu du deuxième alinéa du même article ;
- mentionne les articles des statuts appliqués pour l'attribution des échelons successivement accordés, la date d'attribution de chacun de ces échelons et enfin l'ancienneté dans le dernier échelon pour permettre dans ce cas la mise en jeu éventuelle des règles de péréquation.

5° La prise en compte dans la pension civile ou militaire de la période visée à l'article premier de la loi du 3 décembre 1982 modifiée est subordonnée, d'une part, à la condition que cette période ne soit pas par ailleurs rémunérée ou susceptible de l'être par toute autre pension, allocation ou rente servie par un régime de base d'assurance vieillesse, y compris les régimes spéciaux et, d'autre part, au versement de la retenue pour pension.

a) Interdiction de cumuls :

L'article 10 de la loi du 3 décembre 1982 modifiée interdit le cumul avec la pension civile ou militaire de toute autre prestation de retraite qui tiendrait compte de droits acquis dans une collectivité à l'article L. 84 du code des pensions de retraite ou de ceux résultant d'une affiliation à tout autre régime de retraite de base, légal ou réglementaire.

Toutefois, ne sont pas concernés par cette interdiction de cumul les régimes complémentaires à caractère conventionnel obligatoire ou facultatif.

En appelant l'attention des intéressés sur cette interdiction, il est demandé à l'administration de leur donner toutes les informations relatives à la révision de leur pension civile ou militaire de retraite en application de la loi du 3 décembre 1982 modifiée.

A cet effet, il convient notamment d'indiquer le montant de la pension attribuable et celui des retenues exigibles en application du texte en précisant qu'en cas de rémunération par une autre prestation de tout ou partie de la période prise en compte au titre de la loi du 3 décembre 1982, cette prestation devra faire l'objet

d'une révision par l'organisme débiteur pour en exclure la période considérée.

Si cette révision par l'organisme débiteur n'est pas possible, la pension de l'Etat est réduite d'un montant égal à la part de pension servie par ailleurs au titre de la même période.

Pour déterminer le montant de cette part, l'administration doit s'informer auprès des régimes concernés des droits acquis pendant cette période par les intéressés. S'il s'agit d'un régime par points, il conviendra de faire préciser le nombre de points acquis et la valeur du point, à la date d'entrée en jouissance de la pension de l'Etat. Le produit des deux éléments est converti en un pourcentage de la pension révisée. C'est ce pourcentage qui détermine le montant de la réduction à effectuer sur la pension de l'Etat à chaque échéance.

En tout état de cause, la demande confirmée au vu des éléments indiqués ci-dessus doit être assortie d'une déclaration relative au cumul et d'un engagement des intéressés à signaler les prestations qu'ils pourraient obtenir par ailleurs.

Le cas échéant, une mention sera portée sur le titre afférent à la pension de l'Etat pour permettre le contrôle à tout moment de la règle d'interdiction du cumul.

L'application de cette règle ne peut conduire à une réduction du taux de la pension acquise au titre du droit commun.

b) Calcul et versement des retenues rétroactives :

Pour les personnels dont les droits se sont ouverts à l'entrée en vigueur de la loi du 3 décembre 1982, les retenues sont calculées sur le traitement correspondant, au 3 décembre 1982, à l'indice retenu pour la liquidation de la pension.

Pour les personnels qui ont atteint la limite d'âge postérieurement au 6 décembre 1982 et ne peuvent faire valoir de droit avant l'atteinte de la limite d'âge, la retenue est calculée sur le traitement en vigueur à la date où ils ont atteint cette limite d'âge.

En cas d'annulation au profit du Trésor des cotisations versées aux autres régimes au titre de la période considérée, la part de ces cotisations correspondant aux versements personnels vient en déduction des retenues rétroactives dues à l'Etat.

La décision de prise en compte des périodes considérées devra être accompagnée d'un titre de perception du montant des retenues rétroactives dues par l'intéressé. Celles-ci seront directement précomptées sur la pension dans la limite du cinquième de son montant, conformément au quatrième alinéa de l'article D. 4 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

c) Situation particulière des personnels bénéficiaires des articles 24 et 25 de la loi d'amnistie du 16 juillet 1974 :

Certains anciens fonctionnaires ou militaires ont déjà obtenu, par application de l'article 4 de la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968, modifié par l'article 24 de la loi d'amnistie du 16 juillet 1974, leur réintégration à la date du 27 mai 1975 dans les grades civils et militaires, sans reconstitution de carrière, et leur admission simultanée à la retraite.

Ceux qui ne justifiaient pas, du fait des condamnations amnistiées, du nombre d'années de service nécessaires à l'octroi d'une pension ont pu racheter celles qui leur manquaient pour parvenir à quinze.

Ces personnes peuvent demander maintenant à bénéficier de la loi du 3 décembre 1982.

Cette demande, ainsi que le prévoit l'article premier de ladite loi dans sa nouvelle rédaction, peut ne porter que sur une partie de la période comprise entre la date effective de radiation des cadres et la date à laquelle la limite d'âge aurait été atteinte. Le cas échéant, la période à valider peut recouvrir la période déjà rachetée en

application de la loi du 16 juillet 1974 .

Les retenues calculées dans les conditions fixées par l'article 10 de la loi du 3 décembre 1982 sont néanmoins exigibles pour la totalité de la période définie par les intéressés en application de l'article premier modifié de la loi du 3 décembre 1982, même si une partie de celle-ci est déjà rémunérée en vertu de la loi du 16 juillet 1974 puisque, indépendamment de l'accroissement du nombre des annuités rémunérables, l'intéressé peut retirer de cette opération les avantages prévus par les articles 3 et 5 de la loi du 3 décembre 1982. Le montant du rachat précédemment effectué vient en déduction du montant des retenues exigibles.

Comme il est indiquée ci-dessus, la nouvelle pension est liquidée sur la base des dispositions du code des pensions de retraite en vigueur à la date d'intervention de la loi.

Les règles restrictives de cumul mentionnées ci-dessus s'appliquent dans les mêmes conditions et limites.

II. SITUATION DES MILITAIRES PLACÉS EN NON-ACTIVITÉ PAR RETRAIT D'EMPLOI.

En application de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1987, il est ajouté un article 4-1 à la loi du 3 décembre 1982 ainsi rédigé :

« Les militaires placés en non-activité par retrait d'emploi pour des motifs politiques en relation directe avec les événements d'Afrique du Nord peuvent bénéficier de la prise en compte pour la retraite des annuités correspondant à la période passée dans cette position. »

Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, la période pendant laquelle un militaire a été placé en non-activité par retrait d'emploi pour cause de discipline ne peut être prise en compte pour la retraite, même si l'intéressé a été amnistié, dès lors que la loi d'amnistie dont il a bénéficié ne comportait pas de disposition permettant une reconstitution de carrière.

L'article 2 de la loi du 8 juillet 1987 permet désormais de prendre en compte pour la retraite la totalité de la période pendant laquelle des militaires ont été placés en non-activité par retrait d'emploi, sous réserve que cette sanction disciplinaire leur ait été infligée pour des faits commis en relation directe avec les événements d'Afrique du Nord.

III. AUTRES SITUATIONS LIÉES AUX ÉVÉNEMENTS D'AFRIQUE DU NORD OU D'INDOCHINE.

1° Les personnels visés à l'article 4 de la loi du 3 décembre 1982 qui justifient avoir démissionné ou avoir été rayés des cadres ou mis en congé spécial pour motifs politiques en relation directe avec les événements d'Afrique du Nord ou avec la guerre d'Indochine peuvent se voir appliquer les dispositions analysées au paragraphe I.

2° Pour les personnels visés à l'article 5 de la loi 3 décembre 1982, frappés d'une sanction disciplinaire de réduction d'ancienneté d'échelon, d'abaissement d'échelon ou de rétrogradation amnistiée, l'application de cet article, de caractère facultatif, est subordonnée à la présentation d'une demande formulée par les intéressés auprès de l'administration dont ils relèvent. Elle ne peut conduire à l'octroi d'annuités supplémentaires au titre de l'article premier pour les périodes visées à l'article 5 puisque les personnels considérés n'ont pas été rayés des cadres dans les conditions définies par ce texte.

Les intéressés peuvent, en revanche, se prévaloir des dispositions relatives à l'avancement d'échelon prévues à l'article 3 au titre de la période comprise entre la date d'effet de la sanction et la date d'admission à la retraite (ou de décès en activité).

Le grade à retenir pour l'application de ces dispositions est celui détenu au moment de la sanction.

L'avancement d'échelon attribuable est déterminé dans les mêmes conditions que pour les bénéficiaires de l'article 3. L'indice correspondant à cet avancement d'échelon est pris en considération pour le calcul de la pension, sauf si l'intéressé, par suite de promotion de grade ultérieure, a terminé sa carrière à un niveau

hiérarchiquement plus favorable.

Le reclassement prévu par l'article 5 n'est valable en tout état de cause que pour la liquidation de la pension. Il n'entraîne aucune modification de la situation d'activité des bénéficiaires et ceux qui sont encore en activité ne pourront s'en prévaloir qu'après leur mise à la retraite.

Les personnels déjà admis à la retraite obtiennent, après une reconstitution fictive de leur carrière, la révision de leur pension avec effet du 6 décembre 1982, sous réserve de l'application éventuelle des règles de prescription en vigueur à cette date.

3° Le texte est également applicable aux personnels originaires de l'Algérie, de statut civil de droit local, qui ont été intégrés dans les cadres de l'administration métropolitaine.

La période correspondant aux services effectués en Algérie après le 3 juillet 1962 par ces personnes reclassées par la suite dans l'administration française avait été assimilée par l'article 8-V de la loi n° 65-1155 du 30 décembre 1965 ⁽⁶⁾ à un temps de disponibilité non valable comme tel pour la retraite.

L'article 7 de la loi du 3 décembre 1982 prévoit la prise en compte dans la liquidation de la pension de la période considérée. Celle-ci ne peut donc être retenue pour la constitution du droit et parfaire les quinze années de services requises à ce titre. En revanche, elle est rémunérable dans la pension pour la totalité de sa durée.

La prise en compte dans la pension de la période considérée est subordonnée au versement de la retenue pour pension calculée sur la base des émoluments en vigueur au 3 décembre 1982 correspondant au grade détenu à cette date. Les sommes exigibles sont recouvrées pour les personnels en activité par précomptes de 5 p. 100 du traitement budgétaire net, conformément à l'article D. 4 du code des pensions civiles et militaires de retraite, et pour les retraités par précomptes sur les arrérages de la pension dans la limite de un cinquième du montant de celle-ci.

Les agents qui ont acquis pendant la période considérée des droits à pension auprès d'un autre organisme de retraite doivent souscrire une déclaration sur l'honneur par laquelle ils s'engagent à aviser l'administration gestionnaire dans le cas où ils viendraient à bénéficier d'une autre pension au titre de cette période.

En vertu des dispositions du deuxième alinéa de l'article 7, les services effectués en Algérie par les personnels intéressés après le 3 juillet 1962 sont pris en compte pour satisfaire aux conditions de nomination à un grade ou emploi supérieur prévues par des statuts régissant certains emplois des administrations centrales de l'Etat et les corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration. Ainsi, pour les administrateurs civils, lesdits services peuvent être pris en compte au titre de l'obligation de mobilité.

L'application de ces dispositions fait l'objet d'une décision de l'administration gestionnaire sur justification des services effectués dans l'administration algérienne.

B)

AUTRES DISPOSITIONS.

1° L'ordonnance n° 58-942 du 11 octobre 1958 ⁽⁷⁾ a complété l'article unique de la loi du 5 avril 1937 ⁽⁸⁾ par une disposition qui permet aux personnels intégrés dans les cadres de l'enseignement en application de cette loi, qui ont enseigné au Maroc avant leur naturalisation et auront été, en cas de besoin, relevés de l'incapacité édictée à l'article 81 ^(3°) du code de la nationalité alors en vigueur, de faire valider pour l'avancement et la retraite la totalité des services correspondants. Le texte prévoit en outre que les demandes d'admission au bénéfice de ces dispositions doivent être déposées dans un délai de deux ans à dater de la promulgation.

L'article 8 de la loi du 03 décembre 1982 étend le bénéfice de ces dispositions à de nouvelles catégories de personnels. Il prévoit la prise en compte, pour l'avancement et la retraite, des services d'enseignement accomplis avant leur naturalisation :

- en Tunisie, par les personnels de l'enseignement qui ont été intégrés dans les cadres de la fonction publique française en application de la loi du 5 avril 1937 ;
- en Tunisie et au Maroc, par les personnels de l'enseignement qui ont été recrutés dans les conditions de droit commun.

Pour obtenir le bénéfice de ces mesures, les intéressés doivent en faire la demande avant leur radiation des cadres dans le délai de deux ans ainsi que le prévoit l'article premier de l'ordonnance du 11 octobre 1958. Le point de départ de ce délai a été fixé au 8 octobre 1985, date de publication de la précédente circulaire.

Après acceptation de la demande, les services gestionnaires procèdent à la prise en compte de ces périodes pour l'avancement et le reclassement dans le grade détenu à la date du 6 décembre 1982 et avec effet de cette même date selon la seule règle de l'ancienneté exigée par les statuts particuliers pour l'avancement d'échelon.

La validation pour la retraite s'effectue dans les conditions suivantes :

- si la demande a été déposée dans le délai d'un an à compter du 8 octobre 1985, les retenues rétroactives seront calculées sur la base des émoluments attachés au premier emploi ou grade, classe, échelon effectivement occupés dans les cadres de l'Etat (application du troisième alinéa de l'article R. 7 du code des pensions civiles et militaires de retraite) ;
- si la demande est présentée après l'application de ce délai, les retenues seront calculées sur la base des émoluments de l'emploi ou grade, classe, échelon et chevron effectivement occupés à la date de la demande (4e alinéa de l'article R. 7 du code des pensions).

2° L'article 9 de la loi du 3 décembre 1982 modifiée s'applique aux fonctionnaires en activité ou à la retraite qui, après avoir servi en Tunisie, au Maroc ou dans les services publics algériens et sahariens, ont été intégrés, reclassés ou réaffectés dans les cadres de l'Etat, quelle que soit la mesure législative ou réglementaire relative à leur intégration dans lesdits cadres, et qui ont subi un préjudice de carrière lié à la Seconde Guerre mondiale.

Cet article 9 ouvre aux intéressés, dans la mesure où ils n'ont pas déjà bénéficié des mêmes avantages, la possibilité de demander, durant un délai d'un an qui, conformément à l'article 4 de la loi 8 juillet 1987, commence à courir à compter du 9 juillet 1987, le bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945⁽⁹⁾ sur la réparation des préjudices de carrière résultant de la Seconde Guerre mondiale.

Les ayants cause des fonctionnaires visés par ledit article 9, décédés en activité ou après leur admission à la retraite, peuvent également demander, dans les mêmes conditions de délai, à bénéficier des avantages institués par l'ordonnance précitée.

Les dossiers transmis aux commissions de reclassement par les administrations comporteront un état signalétique et des services militaires.

Ainsi que le prévoit expressément l'article 9 modifié, la décision de reclassement, prise après consultation des commissions de reclassement, prendra effet pécuniaire rétroactif pour compter de la date du fait générateur, telle qu'elle sera précisée dans la décision de reclassement, selon l'avancement moyen dans le grade en l'application des règles jurisprudentielles en la matière.

Les propositions de cette nature devront faire apparaître les avantages déjà accordés aux intéressés soit en vertu des dispositions adoptées sur le plan local, soit au titre de l'ordonnance du 15 juin 1945 pour l'Algérie et de l'ordonnance du 7 janvier 1959 ⁽¹⁰⁾ pour la Tunisie. Le bénéfice des dispositions de l'article 9 de la loi du 3 décembre 1982 modifiée ne pourra alors comporter d'effet pécuniaire rétroactif que pour la partie du préjudice qui n'aura pas été antérieurement prise en compte.

3° L'article 12 de la loi du 3 décembre 1982 prévoit l'attribution d'une indemnité forfaitaire unique à caractère personnel à toutes personnes de nationalité française au 6 décembre 1982 qui, pour des motifs politiques en relation avec les événements d'Afrique du Nord, ont été expulsées d'Algérie, de Tunisie ou du Maroc pendant

les périodes indiquées dans ledit article, internées ou assignées à résidence en Afrique du Nord ou en France.

En application de l'article 5 de la loi du 8 juillet 1987, peuvent également demander l'attribution de cette indemnité forfaitaire les personnes qui, pour mêmes motifs, ont fait l'objet :

- d'une incarcération suivie d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement ;
- d'une garde à vue ou d'une détention provisoire suivie d'une mise en liberté faute de charges retenues à leur encontre.

Sont également recevables les demandes tendant à l'attribution de cette indemnité présentées entre le 31 décembre 1984 et le 8 juillet 1987. Les personnes dans cette situation seront informées par le ministre chargé des rapatriés du nouveau délai de présentation des requêtes institué par la loi du 8 juillet 1987 (date limite fixée au 9 juillet 1988).

Dans la mesure où l'indemnité n'aurait pas été payée aux bénéficiaires avant leur décès, les conjoints ou anciens conjoints survivants seront recevables, dans le délai d'un an à compter du 8 juillet 1987, à présenter une demande en vue d'obtenir l'attribution de cet avantage.

Ne sont donc pas concernées par les dispositions de l'article 12 les mutations d'office des fonctionnaires en métropole et les sanctions disciplinaires privatives de liberté prononcées à l'encontre de certains militaires.

Toutefois, le droit à l'indemnité pourra être reconnu au militaire qui pourrait apporter la preuve que la sanction dont il a fait l'objet a été prise par l'autorité administrative de droit commun.

Le montant de l'indemnité a été fixé à 5 000 F par le décret n° 83-489 du 14 juin 1983 ⁽¹¹⁾. L'attribution de cet avantage ne fait pas obstacle au bénéfice des autres mesures prévues par la loi du 3 décembre 1982 modifiée, notamment en matière de pension.

4° L'article 14 de la loi du 3 décembre 1982 prévoit l'amnistie de tous les faits se situant entre le 11 juin 1940 et le 31 décembre 1945, imputés à des résistants et en relation avec les activités de la Résistance.

Il appartient à l'administration gestionnaire saisie des demandes de l'espèce d'apprécier, en liaison avec le ministère chargé des anciens combattants et, en tant que de besoin, avec le ministre de la justice, la qualité de résistant des intéressés ainsi que le lien existant entre les activités de la Résistance et les faits bénéficiant de cette amnistie.

L'amnistie entraîne la remise des peines principales, accessoires et complémentaires, ainsi que de toutes les incapacités ou déchéances subséquentes.

Ceux des intéressés qui n'auraient pas été rétablis dans leurs droits à pension au titre des textes d'amnistie antérieurs pourront en obtenir le rétablissement avec effet du 6 décembre 1982.

Les pensions des fonctionnaires retraités visés par l'article 3 de la loi du 8 juillet 1987 pourront être révisées pour compter de leur date d'entrée en jouissance, sous réserve que les intéressés ou leurs ayants cause aient demandé l'application des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, soit dans le nouveau délai d'un an prévu par l'article 4 de la loi du 8 juillet 1987, soit dans le délai d'un an initialement prévu par l'article 9 de la loi du 3 décembre 1982, sans qu'il soit nécessaire, dans ce dernier cas, que les intéressés renouvellent leur demande.

S'agissant des mesures prévues par les articles premier, 2, 3, 4 et 4-1 de la loi du 3 décembre 1982 modifiée, pourront en bénéficier, pour compter du 11 juillet 1987, sous réserve des règles de prescription applicables, les personnes qui en auront fait la demande après la publication de la loi du 8 juillet 1987. Pour l'application des articles premier, 2, 3 et 4, les demandes présentées après le 3 décembre 1982 et qui n'ont pas été suivies d'une révision pourront être prises en considération à la condition qu'elles soient confirmées.

Vous voudrez bien saisir le service de pensions, 23 bis, rue de l'Université, à Paris, et la direction générale de l'administration et de la fonction publique des difficultés éventuelles que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente circulaire, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés et de la réforme administrative,

Camille CABANA.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du plan,

Hervé DE CHARETTE.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget,

Alain JUPPE.

(1) N.i. BO ; JO du 1er juin 1985, p. 6080.

(2) BOC, p. 7054.

(3) N° 68-697 (n.i. BO ; JO du 2 août 1968, p. 7521).

(4) N° 74-643 (JO du 17 juillet 1974, p. 7443).

(5) N° 81-736 (BOC, 1982, p. 2949).

(6) N.i. BO ; JO du 31 décembre 1965, p. 11972.

(7) N.i. BO ; JO du 12 octobre 1958, p. 9334.

(8) N.i. BO ; JO du 7 avril 1937, p. 3946.

(9) N° 45-1283 (BO/G, 1955, p. 1953).

(10) N° 59-70 (BO/G, p. 110 ; BO/A, p. 81 ; PM).

(11) N.i. BO ; JO du 16 juin 1983, p. 1814.